

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1532

[2012/202839]

10 MAI 2012. — Décret portant des dispositions fiscales diverses (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Précompte immobilier - exonération*

Article 1^{er}. Dans le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, il est inséré un article 6bis, rédigé comme suit :

« Art. 6bis. Est exonéré du précompte immobilier le revenu cadastral des biens immeubles qui sont affectés à l'exécution de services d'intérêt général dans le cadre de l'exploitation des aéroports et aérodromes au sens du présent décret.

Sont considérés comme affectés à l'exécution de services d'intérêt général dans le cadre de l'exploitation des aéroports et aérodromes, les biens immeubles suivants :

- les zones non bâties, aires non revêtues et les chemins de ronde;
- les biens immeubles affectés au plan catastrophe;
- les immeubles occupés par les autorités publiques dans le cadre de l'exécution de missions relevant de la puissance publique ou de services d'intérêt général : les postes de douane, les postes de contrôle de passeport, les locaux et espaces occupés par les services de police et de douane pour le contrôle de la sûreté et les services d'immigration, le bâtiment dédié aux services de météorologie, le poste d'inspection vétérinaire, le centre d'hébergement temporaire;
- les biens immeubles occupés par Belgocontrol : la tour de contrôle et les installations de contrôle du trafic aérien;
- les espaces affectés aux équipements et installations techniques liés aux services d'intérêt général : installations de traitement des eaux pluviales et usées, installations d'aides à la navigation, balisage;
- les biens immeubles affectés à la protection contre l'incendie, à la sécurité du trafic au sol et du site aéroportuaire et au suivi de l'enregistrement des vols, à la planification des vols prévisionnels, à la sûreté;
- les zones de parking réservées aux transports en commun.

En cas d'affectation mixte des immeubles précités, entre une ou plusieurs parties de l'immeuble affectées à l'exécution de services d'intérêt général et une ou plusieurs autres parties ne remplissant pas cette condition, est exonéré le revenu cadastral de l'immeuble mixte, au prorata du nombre de m² occupables du bien immeuble affectés à l'exécution de services d'intérêt général, par rapport au nombre total de m² occupables du bien immeuble.

A cette fin, au sein d'une même parcelle cadastrale contenant des immeubles ou partie d'immeubles exonérés, il est fixé un revenu cadastral séparé, d'une part, pour la partie exonérée et, d'autre part, pour la partie non exonérée, suivant le *prorata* repris à l'alinéa 3 ».

Art. 2. Dans le cadre de la réalisation de son objet social, le revenu cadastral des biens de la Société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale Parc d'Aventures scientifiques est exonéré du précompte immobilier.

CHAPITRE II. — *Eco-bonus*

Art. 3. A l'article 3 du décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 8^o est remplacé par la disposition suivante :

« 8^o les véhicules automobiles qui sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation temporaire au sens de l'article 20, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules »;

2^o le 9^o est abrogé.

CHAPITRE III. — *Taux réduit des droits de donation et de droit de succession applicable aux ASBL, aux fondations privées et aux personnes morales de droit public*

Art. 4. L'article 55 du Code des droits de succession est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. Sont exempt des droits de succession et de mutation par décès les legs faits :

- 1^o à la Région wallonne;
- 2^o à la Communauté française, à la Région de Bruxelles-Capitale, à l'Agglomération bruxelloise, aux Commissions communautaires commune, française et flamande, la Communauté germanophone, la Région flamande et la Communauté flamande;
- 3^o aux institutions analogues à celles visées aux 1^o et 2^o créées conformément et assujetties à la législation d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;
- 4^o à l'Etat fédéral et à un Etat membre de l'Espace économique européen;
- 5^o aux personnes morales créées par les institutions visées aux 1^o à 4^o ».

Art. 5. L'article 59, 1^o, premier tiret, du Code des droits de succession est remplacé par la disposition suivante :

« ... — aux provinces, aux communes, aux établissements publics provinciaux et communaux, aux intercommunales, aux régies communales autonomes, situés en Belgique ainsi qu'aux personnes morales analogues créées conformément et assujetties à la législation d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;... ».

Art. 6. L'article 60 du Code des droits de succession est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. L'article 59, 2°, n'est applicable qu'aux personnes morales et fondations réunissant les conditions suivantes :

a. la personne morale ou la fondation doit avoir un siège d'opération dans l'Espace économique européen;

b. la personne morale ou la fondation doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature environnementale, philanthropique, philosophique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, culturelle, sportive, politique, syndicale, professionnelle, humanitaire, patriotique ou civique, d'enseignement, de soins aux personnes ou aux animaux, d'assistance sociale ou d'encadrement des personnes, au moment de l'ouverture de la succession;

c. la personne morale ou la fondation doit avoir son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de l'Espace économique européen.

Art. 7. L'article 140 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140. Les droits fixés selon le cas aux articles 131 ou 131bis, sont réduits :

1° à 5,5 % pour les donations faites :

— aux provinces, aux communes, aux établissements publics provinciaux et communaux, aux intercommunales, aux régies communales autonomes, situés en Belgique ainsi qu'aux personnes morales analogues créées conformément et assujetties à la législation d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;

— aux sociétés agréées par la Société wallonne du Logement;

— au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

— aux organismes à finalité sociale visés à l'article 191 du Code wallon du Logement, qui sont agréés par le Gouvernement wallon en tant qu'agence immobilière sociale, régie des quartiers ou association de promotion du logement;

1°bis à 0 % pour les donations faites :

a) à la Région wallonne;

b) à la Communauté française, à la Région de Bruxelles-Capitale, à l'Agglomération bruxelloise, aux Commissions communautaires commune, française et flamande, la Communauté germanophone, la Région flamande et la Communauté flamande;

c) aux institutions analogues à celles visées aux a) et b) créées conformément et assujetties à la législation d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen;

d) à l'Etat fédéral et à un Etat membre de l'Espace économique européen;

e) aux personnes morales créées par les institutions visées aux a) à d) »;

2° à 7 % pour les donations, y compris les apports à titre gratuit, faites aux associations sans but lucratif, aux mutualités ou unions nationales de mutualités, aux unions professionnelles et aux associations internationales sans but lucratif, aux fondations privées et aux fondations d'utilité publique;

3° à 100 euros pour les donations, y compris les apports à titre gratuit, faites aux fondations ou personnes morales visées au 2°, lorsque le donateur est lui-même l'une de ces fondations ou personnes morales;

4° à 1,10 % pour les donations, y compris les apports à titre gratuit, faites par les communes aux fonds de pension créés par elles sous forme d'associations sans but lucratif en exécution d'un plan d'assainissement financier approuvé par l'autorité de tutelle.

Les réductions inscrites à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, ne sont applicables qu'aux donations faites aux personnes morales et aux fondations visées à l'alinéa 1^{er}, 2° réunissant les conditions suivantes :

a. la personne morale ou la fondation doit avoir un siège d'opération dans l'Espace économique européen;

b. la personne morale ou la fondation doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature environnementale, philanthropique, philosophique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, culturelle, sportive, politique, syndicale, professionnelle, humanitaire, patriotique ou civique, d'enseignement, de soins aux personnes ou aux animaux, d'assistance sociale ou d'encadrement des personnes, au moment de la donation;

c. la personne morale ou la fondation doit avoir son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de l'Espace économique européen. »

CHAPITRE IV. — Correction à l'article 257, 1°, c), du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 8. A l'article 257, alinéa 1^{er}, 1°, alinéa 2, c), du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots "n'occupe pas personnellement l'habitation en raison :" sont remplacés par les mots "n'occupe pas personnellement en raison :".

CHAPITRE V. — *Adaptations du droit d'enregistrement sur les donations et du droit de succession et de mutation par décès*

Art. 9. A l'article 131*bis*, § 2, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les mots "un Etat membre de l'Union européenne" sont remplacés par les mots "un Etat membre de l'Espace économique européen".

Art. 10. A l'article 140*bis* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, 1^o, dernier alinéa, dernière phrase, les mots "est l'entreprise agricole du donataire, exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres" sont remplacés par les mots "est l'entreprise agricole de l'exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres";

2^o au § 1^{er}, 2^o, a), les mots "un Etat membre de l'Union européenne" sont remplacés par les mots "un Etat membre de l'Espace économique européen".

Art. 11. A l'article 60*bis* du Code des droits de succession, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, 1^o, dernier alinéa, dernière phrase, les mots "est l'entreprise agricole de l'héritier, légataire ou donataire, exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres" sont remplacés par les mots "est l'entreprise agricole de l'exploitant effectif de l'activité agricole qui est exercée sur ces terres";

2^o au § 1^{er}, 2^o, a), les mots "un Etat membre de l'Union européenne" sont remplacés par les mots "un Etat membre de l'Espace économique européen".

CHAPITRE VI. — *Adaptation du droit d'enregistrement sur les mutations immobilières à la réforme des zones à forte pression immobilière et à très forte pression immobilière entrée en vigueur le 1^{er} août 2010*

Art. 12. Dans l'article 53*ter*, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" sont remplacés par les mots "de pression immobilière visée à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "210.000 EUR," sont supprimés;

3^o à l'alinéa 3, les mots "à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" sont remplacés par les mots "de pression immobilière visée à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie".

Art. 13. Dans l'article 57*bis*, § 1^{er}, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" sont remplacés par les mots "de pression immobilière visée à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

2^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "210.000 EUR," sont supprimés;

3^o à l'alinéa 3, les mots "à très forte pression immobilière ou dans une zone à forte pression immobilière, visées respectivement à l'article 1^{er}, 13^o, et à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" sont remplacés par les mots "de pression immobilière visée à l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie".

CHAPITRE VII. — *Simplification administrative dans le cadre de la procédure de recouvrement mise en place par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes et de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision*

Art. 14. L'article 35*bis* du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes est abrogé.

Art. 15. A l'article 20 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, le point 1^o est abrogé.

Art. 16. L'article 26, § 2, 1^o, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision est abrogé.

Art. 17. à l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, les mots "11, § 1^{er}" sont remplacés par le mot "11".

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses et finales*

Art. 18. A l'article 20 du décret du 15 décembre 2011 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. La disposition prévue au § 1^{er}, 1^o, entre en vigueur le 1^{er} mars 2012. »

Art. 19. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2012, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2008 et de l'article 18 qui produit ses effets le 31 décembre 2011.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 581 (2011-2012), n^{os} 1 à 4.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 mai 2012.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1532

[2012/202839]

10. MAI 2012 — Dekret zur Festlegung von verschiedenen steuerrechtlichen Bestimmungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Immobilienvorabzug - Befreiung*

Artikel 1 - In das Dekret vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der wallonischen Region fallen, wird ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *6bis* - Das Katastereinkommen der unbeweglichen Güter, die für die Durchführung von Dienstleistungen allgemeinen Interesses im Rahmen des Betriebs von Flughäfen und Flugplätzen im Sinne des vorliegenden Dekrets bestimmt sind, wird von dem Immobilienvorabzug befreit.

Die folgenden Immobiliengüter werden als unbewegliche Güter betrachtet, die für die Durchführung von Dienstleistungen allgemeinen Interesses im Rahmen des Betriebs von Flughäfen und Flugplätzen bestimmt sind:

- nicht bebaute Gebiete, nicht beschichtete Flächen und Rundgänge;
- unbewegliche Güter, die für den Katastrophenplan bestimmt sind;
- Immobiliengüter, die im Rahmen der Ausführung von zur Staatsgewalt oder zu Dienstleistungen allgemeinen Interesses gehörenden Aufgaben von den öffentlichen Behörden besetzt werden: Zollposten, Passkontrollstellen, Räumlichkeiten und Räume, die für die Sicherheitskontrolle und das Einwanderungsamt von den Polizei- und Zolldiensten besetzt werden, das für den Flugwetterdienst bestimmte Immobiliengüter, die Veterinärkontrollstelle, das temporäre Auffangzentrum;
- unbewegliche Güter, die von Belgocontrol besetzt werden: der Kontrollturm und die Kontrollanlagen für den Luftverkehr;
- Räume, die für mit Dienstleistungen öffentlichen Interesses verbundene technische Ausrüstungen und Anlagen bestimmt sind: Anlagen zur Behandlung von Regen- und Abwasser, zur Navigationshilfe, zur Beleuchtung;
- unbewegliche Güter, die für den Brandschutz, die Sicherheit des Bodenverkehrs und des Flughafengebiets und die Betreuung bei der Abfertigung der Flüge, die Planung der voraussichtlichen Flüge und die Sicherheit bestimmt sind;
- die für die öffentlichen Verkehrsmittel vorbehaltenen Parkflächen.

Im Falle einer gemischten Zweckbestimmung der vorerwähnten Immobiliengüter, wenn ein oder mehrere Teil(e) des Immobilienguts für die Durchführung von Dienstleistungen öffentlichen Interesses bestimmt ist (sind) und ein oder mehrere sonstige Teil(e) diese Bedingung nicht erfüllt (erfüllen), wird das Katastereinkommen des Mehrzweck-Immobilienbegriffes entsprechend der Anzahl Quadratmeter, die für die Durchführung von Dienstleistungen öffentlichen Dienstes benutzbare Fläche des unbeweglichen Guts beträgt, im Verhältnis zu der Gesamtanzahl Quadratmeter, die die gesamte benutzbare Fläche des unbeweglichen Guts beträgt, von dem Immobilienvorabzug befreit.

Zu diesem Zweck wird innerhalb von ein und derselben Katasterparzelle, die von dem Immobilienvorabzug befreite Immobiliengut oder Teile von befreiten Immobiliengütern umfasst, ein getrenntes Katastereinkommen festgesetzt, einerseits für den befreiten Teil und andererseits für den nicht befreiten Teil, gemäß dem in Absatz 3 dargelegten Aufteilungsverhältnis.»

Art. 2 - Im Rahmen der Erfüllung des Gesellschaftszwecks der Genossenschaft mit begrenzter Haftung und sozialem Zweck "Parc d'Aventures scientifiques" wird das Katastereinkommen ihrer Güter von dem Immobilienvorabzug befreit.

KAPITEL II — Ökobonus

Art. 3 - In Artikel 3 des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 8° wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«8° die Kraftfahrzeuge, die mit einem vorübergehenden Zulassungskennzeichen im Sinne des Artikels 20 § 1 3° des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen versehen sind oder sein müssen;»;

2° Punkt 9° wird gestrichen.

KAPITEL III — Ermäßigter Steuersatz der Schenkungssteuer und der Erbschaftssteuer, anwendbar auf die VoG, die privaten Stiftungen und die juristischen Personen öffentlichen Rechts

Art. 4 - Artikel 55 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 55 - Die Vermächtnisse an die folgenden Institutionen werden von der Erbschaftssteuer und der Übertragungssteuer im Todesfall befreit:

1° an die Wallonische Region;

2° an die Französische Gemeinschaft, die Region Brüssel-Hauptstadt, die Brüsseler Agglomeration, die gemeinsame, Flämische und Französische Gemeinschaftskommission, die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Region und die Flämische Gemeinschaft;

3° an die mit den in Punkt 1° und Punkt 2° erwähnten vergleichbaren Institutionen, die gemäß der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates des Europäischen Wirtschaftsraums, der sie auch unterworfen sind, gegründet wurden;

4° an den föderalen Staat und an einen Mitgliedsstaat des Europäischen Wirtschaftsraums;

5° an die juristischen Personen, die von den in Punkt 1° bis Punkt 4° erwähnten Institutionen gegründet wurden.»

Art. 5 - Artikel 59 1°, erster Strich des Erbschaftssteuergesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«... - die in Belgien liegenden Provinzen, Gemeinden, provinziellen und kommunalen öffentlichen Einrichtungen, Interkommunalen und autonomen Gemeinderegionen, sowie die vergleichbaren juristischen Personen, die gemäß der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates des Europäischen Wirtschaftsraums, der sie auch unterworfen sind, gegründet wurden;...».

Art. 6 - Artikel 60 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 60 - Artikel 59 2° ist nur auf diejenigen juristischen Personen und Stiftungen anwendbar, die alle folgenden Bedingungen erfüllen:

a. Die juristische Person oder die Stiftung muss einen Betriebssitz innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums haben;

b. Die juristische Person oder die Stiftung muss zum Zeitpunkt der Nachlasseröffnung hauptsächlich und uneigennützig an diesem Sitz umweltbezogene, philanthropische, philosophische, religiöse, wissenschaftliche, kunstbezogene, pädagogische, kulturelle, sportbezogene, politische, gewerkschaftliche, gewerbliche, humanitäre, patriotische bzw. staatsbürgerliche Zielsetzungen oder aber Zielsetzungen im Bereich des Unterrichtswesens, der Personen- oder Tierpflege, der Sozialfürsorge oder der Personenbetreuung verfolgen;

c. Der statutarische Sitz, die Zentralverwaltung oder die Hauptniederlassung der juristischen Person oder der Stiftung muss auf dem Gebiet des Europäischen Wirtschaftsraums gelegen sein.

Art. 7 - Artikel 140 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 140 - Die je nach Fall in Art. 131 oder Art. 131bis bestimmten Steuern werden auf folgende Sätze ermäßigt:

1° 5,5% für Schenkungen an:

— die in Belgien liegenden Provinzen, Gemeinden, provinziellen und kommunalen öffentlichen Einrichtungen, Interkommunalen und autonomen Gemeinderegionen, sowie die vergleichbaren juristischen Personen, die gemäß der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates des Europäischen Wirtschaftsraums, der sie auch unterworfen sind, gegründet wurden;

— die von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) anerkannten Gesellschaften;

— den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

— die Einrichtungen mit sozialem Zweck im Sinne von Artikel 191 des Wallonischen Wohngesetzes, die von der Wallonischen Regierung als Agentur für soziale Wohnungen, Wohnviertelregie oder Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens zugelassen sind;

1°bis 0% für Schenkungen an:

a) die Wallonische Region;

b) die Französische Gemeinschaft, die Region Brüssel-Hauptstadt, die Brüsseler Agglomeration, die gemeinsame, Flämische und Französische Gemeinschaftskommission, die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Region und die Flämische Gemeinschaft;

c) die mit den in a) und b) erwähnten vergleichbaren Institutionen, die gemäß der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaates des Europäischen Wirtschaftsraums, der sie auch unterworfen sind, gegründet wurden;

d) den föderalen Staat oder einen Mitgliedsstaat des Europäischen Wirtschaftsraums;

e) die juristischen Personen, die von den in a) bis d) erwähnten Institutionen gegründet wurden;

2° 7 % für Schenkungen, einschließlich der unentgeltlichen Einbringungen, an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, Krankenkassen oder nationale Krankenkassenverbände, Berufsverbände und internationale Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, Privatstiftungen und gemeinnützige Stiftungen;

3° 100 Euro für Schenkungen, einschließlich der unentgeltlichen Einbringungen, an die unter Punkt 2° erwähnten Stiftungen oder juristischen Personen, wenn der Schenker selbst eine dieser Stiftungen oder juristischen Personen ist;

4° 1,10% für Schenkungen, einschließlich der unentgeltlichen Einbringungen, von Gemeinden an die von ihnen in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, in Ausführung eines von der Aufsichtsbehörde genehmigten finanziellen Sanierungsplans geschaffenen Pensionfonds.

Die in Absatz 1 Punkt 2° bis 4° angeführten Ermäßigungen sind nur auf Schenkungen an die in Absatz 1 Punkt 2° erwähnten juristischen Personen und Stiftungen anwendbar, die alle folgenden Bedingungen erfüllen:

a. Die juristische Person oder die Stiftung muss einen Betriebssitz innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums haben;

b. Die juristische Person oder die Stiftung muss zum Zeitpunkt der Schenkung hauptsächlich und uneigennützig an diesem Sitz umweltbezogene, philanthropische, philosophische, religiöse, wissenschaftliche, kunstbezogene, pädagogische, kulturelle, sportbezogene, politische, gewerkschaftliche, gewerbliche, humanitäre, patriotische bzw. staatsbürgerliche Zielsetzungen oder aber Zielsetzungen im Bereich des Unterrichtswesens, der Personen- oder Tierpflege, der Sozialfürsorge oder der Personenbetreuung verfolgen;

c. Der statutarische Sitz, die Zentralverwaltung oder die Hauptniederlassung der juristischen Person oder der Stiftung muss auf dem Gebiet des Europäischen Wirtschaftsraums gelegen sein.»

KAPITEL IV — Korrektur von Artikel 257 Punkt 1°, c) des Einkommensteuergesetzbuches 1992

Art. 8 - In Artikel 257 Absatz 1 Punkt 1°, Absatz 2 c) der französischen Fassung des Einkommensteuergesetzbuches 1992 wird der Wortlaut "n'occupe pas personnellement l'habitation en raison" durch den Wortlaut "n'occupe pas personnellement en raison:" ersetzt.

KAPITEL V — Anpassungen der Registrierungsgebühr für die Schenkungen, der Erbschaftssteuer und der Übertragungssteuer im Todesfall

Art. 9 - In Artikel 131bis, § 2 Punkt 1° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührgesetzbuches wird der Wortlaut "Mitgliedstaat der Europäischen Union" durch den Wortlaut "Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 140bis des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührgesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Punkt 1°, wird im letzten Satz des letzten Absatzes der Wortlaut "der landwirtschaftliche Betrieb des Schenkungsempfängers, effektiver Betreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Böden ausgeübt wird" durch den Wortlaut "der landwirtschaftliche Betrieb des effektiven Betreibers der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Böden ausgeübt wird" ersetzt;

2° In § 1 Punkt 2°, a) wird der Wortlaut "Mitgliedstaat der Europäischen Union" durch den Wortlaut "Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 60bis des Erbschaftssteuergesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Punkt 1°, im letzten Satz des letzten Absatzes wird der Wortlaut "der landwirtschaftliche Betrieb des Erbes, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers, effektiver Betreiber der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Böden ausgeübt wird" durch den Wortlaut "der landwirtschaftliche Betrieb des effektiven Betreibers der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die auf diesen Böden ausgeübt wird" ersetzt;

2° In § 1 Punkt 2°, a) wird der Wortlaut "Mitgliedstaat der Europäischen Union" durch den Wortlaut "Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums" ersetzt.

KAPITEL VI — Anpassung der Registrierungsgebühr für Immobilienübertragungen an die am 1. August 2010 in Kraft getretene Reform der Gebiete mit starkem Baudruck und sehr starkem Baudruck

Art. 12 - In Artikel 53ter, § 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührgesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "mit sehr starkem Baudruck oder in einem Gebiet mit starkem Baudruck, gemäß Artikel 1 13° und Artikel 1 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)" durch folgenden Wortlaut ersetzt: ", das einen in Artikel 1 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) erwähnten Baudruck aufweist";

2° In Absatz 1 wird der Wortlaut "210.000 EUR" gestrichen;

3° In Absatz 3 wird der Wortlaut "mit sehr starkem Baudruck oder einem Gebiet mit starkem Baudruck liegen, gemäß Artikel 1 13° bzw. Artikel 1 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)" durch den Wortlaut "liegen, das einen in Artikel 1 12° des

Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) erwähnten Baudruck aufweist" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 57bis, § 1 desselben Gesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "mit sehr starkem Baudruck oder in einem Gebiet mit starkem Baudruck, gemäß Artikel 1 13° und Artikel 1, 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "das einen in Artikel 1 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) erwähnten Baudruck aufweist".

2° In Absatz 1 wird der Wortlaut "210.000 EUR" gestrichen;

3° In Absatz 3 wird der Wortlaut "mit sehr starkem Baudruck oder einem Gebiet mit starkem Baudruck liegen, gemäß Artikel 1 13° bzw. Artikel 1 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "liegen, das einen in Artikel 1 12° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) erwähnten Baudruck aufweist".

KAPITEL VII — *Administrative Vereinfachung im Rahmen des durch den Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen direkten Abgaben und durch das Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren eingeleiteten Rückforderungsverfahrens*

Art. 14 - Artikel 35bis des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen direkten Abgaben wird außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - In Artikel 20 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird Punkt 1° gestrichen.

Art. 16 - Artikel 26 § 2 1° des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird gestrichen.

Art. 17 - In Artikel 31 § 1 der französischen Fassung des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird der Wortlaut "11 § 1^{er}" durch den Wortlaut "11" ersetzt.

KAPITEL VIII — *Sonstige Bestimmungen und Schlussbestimmung*

Art. 18 - Dem Artikel 20 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2012, dessen derzeitiger Text den § 1 bilden wird, wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 2. Die in § 1 vorgesehene Bestimmung tritt am 1. März 2012 in Kraft.»

Art. 19 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2012 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 3 der am 1. Januar 2008 wirksam wird, und Artikel 18, der am 31. Dezember 2011 wirksam wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Mai 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,

Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 581 (2011-2012), Nrn. 1 bis 4.

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 9. Mai 2012.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1532

[2012/202839]

10 MEI 2012. — Decreet houdende verscheidene fiscale bepalingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Onroerende voorheffing - vrijstelling*

Artikel 1. In het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135*bis*. *6bis*. Van de onroerende voorheffing vrijgesteld wordt het kadastraal inkomen van de onroerende goederen aangewend voor de uitvoering van de diensten van algemeen nut in het kader van de uitbating van de luchthavens en vliegvelden in de zin van dit decreet.

Volgende onroerende goederen worden beschouwd als aangewend voor de uitvoering van de diensten van algemeen nut in het kader van de uitbating van de luchthavens en vliegvelden :

- de onbebouwde gebieden, de niet met een wegdek beklede oppervlakten en de bewakingswegen;
- de onroerende goederen aangewend voor het rampenplan;
- de onroerende goederen gebruikt door de publieke overheden in het kader van de uitvoering van de opdrachten van de openbare macht of de diensten van algemeen nut : de douaneposten, de posten voor paspoortcontrole, de lokalen en ruimten gebruikt door de politie- en douanediensdiensten voor de controle van de veiligheid en de immigratiediensten, het gebouw van de weerkundige diensten, de post van de veerartsinspectie en het centrum voor tijdelijk onderdak;
- de onroerende goederen gebruikt door Belgocontrol : de controletoren en de installaties voor de luchtverkeersleiding;
- de ruimtes gebruikt voor de technische uitrustingen en installaties in verband met de diensten van algemeen nut : installaties voor de behandeling van het regen- en afvalwater, installaties voor bijstand voor luchtvaart, start- en landingsbaanverlichting;
- de onroerende goederen gebruikt door de brandweerdiensten, de veiligheid van het luchtverkeer op grondniveau en de luchthavensite en de opvolging van de vluchtregistratie, de planificering van de voorziene vluchten, de veiligheid;
- de parkeerruimtes voorbehouden voor het openbaar verkeer.

Bij gemengd gebruik van voornoemde onroerende goederen, waarbij één of meerdere delen van het onroerend goed aangewend voor de uitvoering van diensten van algemeen nut wel degelijk en één of meerdere andere delen niet aan die voorwaarden voldoen, wordt het kadastraal inkomen van het onroerend goed voor gemengd gebruik vrijgesteld in de verhouding tussen de bruikbare oppervlakte van het onroerend goed aangewend voor de uitvoering van diensten van algemeen nut en de totale oppervlakte van het onroerend goed.

Daartoe wordt in een zelfde kadastraal perceel waarop vrijgestelde onroerende goederen of delen ervan zijn opgetrokken, een gescheiden kadastraal inkomen, enerzijds, voor het vrijgestelde deel en, anderzijds, voor het niet-vrijgestelde deel bepaald volgens de verhouding bedoeld in het derde lid. »

Art. 2. In het kader van de verwezenlijking van zijn maatschappelijk doel wordt het kadastraal inkomen van de "Société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale Parc d'Aventures scientifiques" vrijgesteld van de onroerende voorheffing.

HOOFDSTUK II. — *Eco-bonus*

Art. 3. In artikel 3 van het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° de autovoertuigen die voorzien zijn of moeten zijn van een tijdelijke kentekenplaat in de zin van artikel 20, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen; »;

2° punt 9° wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Verminderd tarief voor de schenkings- en successierechten voor de VZW's, de privéstichtingen en de publiekrechtelijke rechtspersonen*

Art. 4. Artikel 55 van het Wetboek van de successierechten wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 55. Van de rechten van successie en van overgang bij overlijden worden vrijgesteld de legaten aan :

- 1° het Waalse Gewest;
- 2° de Franse Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse Agglomeratie, de Gemeenschappelijke, de Franse en de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest en de Vlaamse Gemeenschap;
- 3° de instellingen die vergelijkbaar zijn met die bedoeld onder 1° en 2°, opgericht overeenkomstig en onderworpen aan de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;
- 4° de federale Staat en een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;
- 5° de rechtspersonen opgericht door de instellingen bedoeld onder 1° tot en met 4°. »

Art. 5. Artikel 59, 1^o, eerste streepje, van het Wetboek van de successierechten wordt vervangen door volgende bepaling :

« ... — aan de provincies, de gemeenten, de provinciale en gemeentelijke openbare instellingen, de intercommunales, de autonome gemeentebedrijven, gelegen in België, evenals aan de met deze vergelijkbare rechtspersonen opgericht overeenkomstig en onderworpen aan de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;... »

Art. 6. Artikel 60 van het Wetboek van de successierechten wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 60. Artikel 59, 2^o, is enkel van toepassing op de rechtspersonen en de stichtingen die aan volgende voorwaarden voldoen :

a. de rechtspersoon of de stichting moet een bedrijfszetel hebben in de Europese Economische Ruimte;

b. de rechtspersoon of de stichting moet in die zetel hoofdzakelijk en belangeloos milieubeschermende, filantropische, filosofische, godsdienstige, artistieke, pedagogische, culturele, sportieve, politieke, syndicale, professionele, humanitaire, vaderlandslievende of op burgerzin, verzorging van personen of dieren, maatschappelijke bijstand of begeleiding van personen toegespitste doelstellingen op het ogenblik van het opvallen van de erfopvolging;

c. de rechtspersoon of de stichting moet zijn statutaire zetel, zijn hoofdbestuur of zijn hoofdinstelling hebben op het grondgebied van de Europese Economische Ruimte.

Art. 7. Artikel 140 van het Wetboek van de registratie- hypotheek en griffierechten wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 140. De dienovereenkomstig vastgestelde rechten bedoeld in de artikelen 131 of 131bis worden verminderd :

1^o tot 5,5 % voor de schenkingen :

— aan de provincies, de gemeenten, de provinciale en gemeentelijke openbare instellingen, de intercommunales, de autonome gemeentebedrijven, gelegen in België, evenals aan de met deze vergelijkbare rechtspersonen opgericht overeenkomstig en onderworpen aan de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

— aan de maatschappijen erkend door de "Société wallonne du Logement";

— aan het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

— aan de instellingen met een maatschappelijk doel bedoeld in artikel 191 van de Waalse Huisvestingscode, erkend door de Waalse Regering als sociaal vastgoedagentschap, buurtregie of vereniging ter bevordering van de huisvesting;

1^{obis} tot 0 % voor de schenkingen :

a) aan het Waalse Gewest;

b) de Franse Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse Agglomeratie, de Gemeenschappelijke, de Franse en de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest en de Vlaamse Gemeenschap;

c) de instellingen die vergelijkbaar zijn met die bedoeld onder a) en b), opgericht overeenkomstig en onderworpen aan de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

d) de federale Staat en een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

e) de rechtspersonen opgericht door de instellingen bedoeld onder a) tot en met d) »;

2^o tot 7 % voor de stichtingen, met inbegrip van de inbreng om niet, gedaan aan verenigingen zonder winstoogmerk, aan de ziekenkassen of nationale unies van ziekenkassen, aan de beroepsunies en aan de internationale verenigingen zonder winstoogmerk, aan de privéinstellingen en aan de stichtingen van openbaar nut;

3^o tot 100 euro voor de stichtingen, met inbegrip van de inbreng om niet, gedaan aan de stichtingen of rechtspersonen bedoeld onder 2^o wanneer de schenker zelf één van die stichtingen of rechtspersonen is;

4^o tot 1,10 % voor de stichtingen, met inbegrip met de inbreng om niet, gedaan door de gemeenten aan de pensioenfondsen door henzelf opgericht onder de vorm van verenigingen zonder winstoogmerk ter uitvoering van een financieel saneringsplan goedgekeurd door de toezichhoudende overheid.

De verminderingen opgenomen in lid 1, 2^o, 3^o en 4^o, gelden enkel voor de stichtingen gedaan aan de rechtspersonen en de stichtingen bedoeld in lid 1, 2^o, die aan volgende voorwaarden voldoen :

a. de rechtspersoon of de stichting moet een bedrijfszetel hebben in de Europese Economische Ruimte;

b. de rechtspersoon of de stichting moet in die zetel hoofdzakelijk en belangeloos milieubeschermende, filantropische, filosofische, godsdienstige, artistieke, pedagogische, culturele, sportieve, politieke, syndicale, professionele, humanitaire, vaderlandslievende of op burgerzin, verzorging van personen of dieren, maatschappelijke bijstand of begeleiding van personen toegespitste doelstellingen op het ogenblik van de schenking;

c. de rechtspersoon of de stichting moet zijn statutaire zetel, zijn hoofdbestuur of zijn hoofdinstelling hebben op het grondgebied van de Europese Economische Ruimte. »

HOOFDSTUK IV. — *Rechtzetting in artikel 257, 1^o, c), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 8. In artikel 257, lid 1, 1^o, lid 2, c), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden in de Franse versie de woorden "n'occupe pas personnellement l'habitation en raison :" vervangen door de woorden "n'occupe pas personnellement en raison :".

HOOFDSTUK V. — *Aanpassingen van het registratierecht op de schenkingen en van het successie- en overgangsrecht bij overlijden*

Art. 9. In artikel 131*bis*, § 2, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten worden de woorden "een lidstaat van de Europese Unie" vervangen door de woorden "een lidstaat van de Europese Economische Ruimte".

Art. 10. In artikel 140*bis* van het Wetboek van de registratie-, hypotheek- en griffierechten worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in § 1, 1°, laatste lid, laatste volzin, worden de woorden "landbouwbedrijf van de begiftigde, effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt" vervangen door de woorden "landbouwbedrijf van de effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt";

2° in § 1, 2°, a), worden de woorden "een lidstaat van de Europese Unie" vervangen door de woorden "een lidstaat van de Europese Economische Ruimte".

Art. 11. In artikel 60*bis* van het Wetboek der successierechten worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in § 1, 1°, laatste lid, laatste volzin, worden de woorden "is het landbouwbedrijf van de erfopvolger, legataris of begiftigde, effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt" vervangen door de woorden "is het landbouwbedrijf van de effectieve uitbater van de landbouwactiviteit die op die gronden uitgeoefend wordt";

2° in § 1, 2°, a), worden de woorden "een lidstaat van de Europese Unie" vervangen door de woorden "een lidstaat van de Europese Economische Ruimte".

HOOFDSTUK VI. — *Aanpassing van het registratierecht op de grondtransacties op de hervorming van gebieden met een hoge vastgoeddruk en zeer hoge vastgoeddruk, in werking getreden op 1 augustus 2010*

Art. 12. In artikel 53*ter*, § 1, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in lid 1 worden de woorden « met een zeer hoge vastgoeddruk (1) of in een gebied met een hoge vastgoeddruk (1), respectievelijk bedoeld in artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", vervangen door de woorden « met een vastgoeddruk bedoeld in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" »;

2° in lid 1 vervallen de woorden "210.000 EUR";

3° in lid 3 worden de woorden « met een zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met een hoge vastgoeddruk (1), respectievelijk bedoeld in artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" vervangen door de woorden "met een vastgoeddruk bedoeld in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" ».

Art. 13. In artikel 57*bis*, § 1, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen ingevoerd :

1° in lid 1 worden de woorden « met een zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met een hoge vastgoeddruk, respectievelijk bedoeld in artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", » vervangen door de woorden « met een vastgoeddruk bedoeld in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" »;

2° in lid 1 vervallen de woorden "210.000 EUR";

3° in lid 3 worden de woorden « met een zeer hoge vastgoeddruk of in een gebied met een hoge vastgoeddruk, respectievelijk bedoeld in artikel 1, 13°, en in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", » vervangen door de woorden « met een vastgoeddruk bedoeld in artikel 1, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" ».

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve vereenvoudiging in het kader van de inningsprocedure ingevoerd bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inning en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen en de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld*

Art. 14. Artikel 35*bis* van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inning en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 20 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld wordt punt 1° opgeheven.

Art. 16. Artikel 26, § 2, 1°, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 31, § 1, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld worden de woorden "11, § 1" vervangen door het woord "11".

HOOFDSTUK VII. — *Verscheidene en slotbepalingen*

Art. 18. In artikel 20 van het decreet van 15 december 2011 houdende de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2012 waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De bepalingen voorzien in § 1, 1^o, treedt in werking op 1 maart 2012. »

Art. 19. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2012, uitgezonderd artikel 3 dat uitwerking heeft op 1 januari 2008 en artikel 18 dat uitwerking heeft op 31 december 2011.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het bekendgemaakt wordt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 10 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 581 (2011-2012), nrs. 1 tot 4.

Bespreking.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 9 mei 2012.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1533

[2012/202840]

10 MAI 2012. — Décret transposant la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives et partiellement la Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone.

Art. 2. L'article 1^{er} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret du 22 mars 2007, est remplacé par un nouvel article rédigé comme suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret a pour objectif, dans une approche intégrée et de réduction de la pollution, de protéger l'environnement et la santé humaine de toute influence dommageable des déchets par la prévention ou la réduction des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets, et par une réduction des incidences globales de l'utilisation des ressources et une amélioration de l'efficacité de cette utilisation.

Dans la même approche, le présent décret vise :

1^o à limiter, à surveiller et à contrôler les transferts de déchets;

2^o à assurer la remise en état des sites.

§ 2. La hiérarchie des déchets établie ci-après s'applique par ordre de priorité dans la législation, la réglementation et la politique wallonne en matière de prévention et de gestion des déchets :

1^o prévention;

2^o préparation en vue de la réutilisation;

3^o recyclage;

4^o autre forme de valorisation, notamment énergétique;

5^o élimination.

§ 3. L'application de la hiérarchie visée au § 2, implique que des mesures soient prises pour encourager les solutions produisant le meilleur résultat global sur le plan de l'environnement. Cela peut exiger que certains flux de déchets spécifiques s'écartent de ladite hiérarchie, lorsque cela se justifie par une réflexion fondée sur l'approche de cycle de vie concernant les effets globaux de la production et de la gestion de ces déchets.

Le Gouvernement détermine les circonstances et les conditions d'application de l'alinéa précédent.